EUZKO ALDERDI JELTZALEA
PARTI NATIONALISTE BASQUE

LEMA



EZTABAIDA : Garazi-Baigorri : zein bidai motak ?

DÉBAT : Garazi-Baigorri : Quels déplacements ?

Jeltzaleak
Les Démocrates Basques

Nº 216 ZKIA //
2017ko Urtarrila / Otsaila / Martxoa
Janvier / Février / Mars 2018

www.eaj-pnb.eus
EAJ-PNB

SAR HITZA / EDITORIAL
Nous n'en sommes pas loin par Jean Michel Iribarne, paysan et élu à St-Jean-le-Vieux . . . .p.3. orr.

GIZARTEA/ SOCIÉTÉ
« Il faut associer le rugby professionnel et amateur autour d'un grand club basque » . . . . .p.4. orr.

KULTURA
Itzalean ikusi, omenaldia zuhaitzei… . . . . . .p.5. orr.

ANAIEN BERRI / CAP AU SUD
Euskadi au-delà de l'autonomie . . . . . .p.6-7. orr.

HISTORIA
Plus jeune que jamais, le concierto economico a 140 ans . . . . . .p.8-9. Orr.

LEMA EGUNA
Garazi-Baigorri : quels déplacements ? . . . . . .p.10-11. orr.

ALDERDI BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
Aintzane Agirre . . . . . .p.12. orr.

KULTURA
Les conférences des jeudis du Batzoki – Jean Errecart : la grande mutation . . . . . .p.13.orr.

ALDERDIKIDEA
Alain Dubois : « les décisions sont plus lentes qu'avant » . . . . . .p.14-15.orr.

EUROPA
Prises de position d'Izaskun Bilbao, l'eurodéputée jeltzale . . . . . .p.16.orr.

DIASPORA
Les Basques dans l'Ouest américain . . . . . .p.17.orr.

HANDIK / ECHOS DU SUD
La révolution Bidegi . . . . . .p.18. orr.

ALDERDI BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
Signez en faveur de la diversité culturelle – Un projet 2018 volontariste . . . . . .p.19.orr.

ALDERDI BIZIA
Aberri Eguna 2018 . . . . . .p.20.orr.

Nous n'en sommes pas loin

L'agriculture du Pays Basque aura encore ramené son contingent de médaille du salon de l'agriculture 2018. C'est un des nombreux signes de la dynamique de notre agriculture locale. Oui nous avons la chance de produire une alimentation de qualité, loin des schémas agricoles ultra productivistes que l'on rencontre dans l'Union Européenne.



Et pour preuve, nous avons 4 AOCs (fromage Ossau Iraty, vin d'Irouleguy, piment d'Espelette et le porc Kintoa), de nombreuses démarches de qualité (Idoki, label rouge agneau de lait…), des actions en cours comme la Sasi Ardi et Arto gorria. Toutes ces démarches ont un point commun : assurer une meilleure valeur ajoutée dans nos fermes, de petites et moyennes structures qui façonnent notre agriculture de montagne et de coteaux. Dynamique aussi par le taux d'installation le plus élevé de la région Nouvelle Aquitaine. Solide encore grâce aux nombreuses structures (approvisionnement, abattoirs…), associations de développement ou établissement de formation bien présents sur le territoire pour accompagner nos exploitations.

« des marges de progression évidentes »

Bref ! de quoi se plaint-on, tout va pour le mieux ! Nous sommes les meilleurs et les plus beaux ! Si j'aime l'esprit jeltzale, c'est aussi pour cette manière d'être, c'est-à-dire, être fier de ce que l'on est, mais assez lucide pour rester à notre place et voir le monde qui nous entoure. En agriculture, notre regard devrait être le même. Oui, nous avons une agriculture avec plein d'atouts et des marges de progression évidentes. Mais le contexte économique est morose. Cela fragilise dangereusement nos exploitations. L'Europe et l'Hexagone ont laissé, dans la plupart des régions, se développer une agriculture intensive. Modèle qui génère de grosses structures, avec peu de valeur ajoutée (captée par les industriels ou la grande distribution) et qui sont très difficiles à transmettre d'une génération à l'autre. Pour corriger cela, l'Europe tente de réorienter les aides de la PAC vers une agriculture plus verte et plus équitable. En France, des Etats généraux de l'alimentation sont organisés pour répartir à nouveau la valeur ajoutée confisquée par les grands groupes de la transformation et de la distribution.

Le peu d'ardeur du ministre

Il est fort probable d'ailleurs que ces Etats généraux accouchent d'une souris. Les lobbies de ceux cités plus haut, auront raison de l'ardeur tiède dont fait preuve notre ministre de l'agriculture, M. Travert. Les premières mesures de ce fameux ministre ne vont d'ailleurs pas vraiment dans le sens d'un rééquilibrage des aides. Pour preuve : diminution du classement « zones défavorisées » des régions peu productives. Demain, les exploitations de ces régions ne percevront plus certaines aides liées à ce document mettant en péril la survie de ces structures. Et ce n'est pas tout : blocage d'un texte de loi au sénat qui devait relever les plus petites retraites agricoles au seuil de 80% du Smic, diminution drastique, voire suppression des aides au maintien de l'agriculture bio. Enfin petit dernier dans la fratrie de ces premiers jets de mesures qui risquent d'atteindre notre agriculture de montagne. Modification des ratios d'intégration des surfaces intermédiaires et d'estives qui va là aussi entraîner une baisse de soutien de ces surfaces. Et ce n'est qu'un début !

La solution du local

Dans ce contexte, que faire ? Une des solutions les plus sérieuses semble venir encore une fois du local. Nous sommes en train de nous doter d'une Communauté d'Agglomération conséquente. Une Communauté de destin. Certes notre communauté mettra du temps à se mettre en place et n'aura certainement pas les moyens de financer l'agriculture mais elle pourra aider celle-ci à capter cette fameuse valeur ajoutée, nerf de la guerre. C'est la seule manière de conserver une agriculture de type familial et des campagnes vivantes. En attendant les futurs déserts dans beaucoup de régions, nous pourrions même devenir un modèle de développement agricole. Nous n'en sommes pas loin, nous avons tout pour réussir.

Le consommateur ou plutôt notre manière de consommer peuvent être plus puissants que les politiques menées et les grands groupes. Si nous achetons local, des produits de qualité payés à un juste prix, alors nous aurons une campagne vivante, entretenu et accueillante.

Et c'est en cela que l'agglo a un rôle primordial. Faire prendre conscience à la population que nous devons manger local en facilitant toutes les démarches producteur-consommateur. Elle doit aider aussi en maintenant les structures comme les abattoirs de proximité, gages de qualité. Elle doit aussi remettre en chantier la marque territoriale. Nous savons que le Pays Basque fait vendre et incite certains usurpateurs à utiliser son image. En contrepartie, les paysans doivent pouvoir offrir une production de qualité et à un prix convenable pour que le plus grand nombre d'entre nous puisse en bénéficier.

Vive le consomm'acteur

Que de chantier et de travail, mais cela ne nous rebute pas. Nous allons vers un avenir partagé et commun. Alors, citoyens, aux urnes et consommateurs, à vos actes politiques et militants pour conserver un coup de fourchette de qualité !

Jean Michel Iribarne
Paysan
Conseiller municipal
à St-Jean-Le-Vieux

« Il faut associer le rugby professionnel et amateur autour d'un grand club basque »

La Pays basque a besoin d'un club de rugby à l'échelle du territoire pour créer un engouement sincère de la part des supporters de l'intérieur comme de la Côté basque autour de « son » équipe professionnelle.

Les débats internes au Biarritz Olympique Pays basque et à l'Aviron Bayonnais ces dernières semaines montrent que l'épisode de la fusion de 2015 n'est pas complétement digéré. Les résistances doivent aujourd'hui être dépassées dans le nouveau cadre institutionnel qu'offre la Communauté d'agglomération Pays basque. La position prudente de Jean-René Etchegaray ouvre le débat sur la place du rugby professionnel en Pays basque et il faut avancer.

Il est temps de défendre un projet de club professionnel unique qui intéresse également l'ensemble des acteurs amateurs du rugby basque. Il faut un grand club basque dans l'élite rassemblant les compétences des deux clubs concernés pour jouer en Pro D 2 ou en Top 14 (en alternant les matchs entre Jean Dauger et Aguilera dans un premier temps). L'adhésion des actuels partenaires des deux clubs sera indispensable pour la création de ce club professionnel dont tout un peuple se sentira concerné.

Une agglomération pour rassembler le rugby basque

Au moment de la question de la fusion en 2015, un autre club de pro D2, le Pays d'Aix Rugby Club devient Provence Rugby. Le message était clair : rassembler le rugby provençal autour du club de la nouvelle métropole Aix-Marseille-Provence. Sans chercher à mettre en place un rugby de Province à la britannique (le Munster ou le Leinster en Irlande rassemble des provinces), développer des clubs professionnels à l'échelle de territoire identifié culturellement est une aubaine. D'ailleurs, de fait, le rugby professionnel en France est surtout porté par des métropoles, au sein de communauté d'agglomération. D'un point de vue économique, commercial et identitaire, la métropole a l'envergure idéale. En Provence, le club professionnel passé en Fédérale 1 Elite a fait ce choix… Il a son centre de formation et son Académie qui fait le lien avec les écoles locales de rugby. Le projet est territorial, politique, économique et sportif. En Pays basque, la Communauté d'agglomération Pays basque est l'institution idéale pour préserver l'ensemble du rugby local, développer un rugby d'élite compétitif, fort et porté par tout un territoire. Ce club peut contribuer, associé à d'autres acteurs territoriaux, à véhiculer une image dynamique et moderne du Pays basque.

© photo – Argazki iturria : rugbyrama



Bayonnais et Biarrots, partenaires ou adversaires ? Baiones eta Miarriztar, lankide edo lehiakide ?

Associer le rugby amateur basque au projet professionnel

La communauté d'agglomération Pays basque a aujourd'hui l'opportunité de rassembler l'ensemble du rugby amateur et professionnel autour d'un projet fort. Le Pays basque foisonne de clubs à forte identité qui s'affrontent tous les week-ends et dont les plus jeunes joueurs rêvent de jouer dans l'élite. Ils sont tous issus des écoles de rugby qui sont autant de centres de détection et de formation des futurs espoirs locaux.

C'est une chance pour un futur club professionnel unique. Compter sur un réseau structuré de clubs, avec des encadrants bénévoles, sportifs et médicaux, constitue une passerelle efficace pour diriger les meilleurs vers une Académie basque. Bien entendu, tous ces « encadrants » seraient aidés financièrement par l'entité professionnelle pour structurer ce lien entre le monde amateur et professionnel. Dans cet esprit, Vannes a sa Breizh rugby académie tout comme Provence rugby a son Académie de formation. La sélection pour le Haut niveau se fait ensuite. Les meilleurs entrent dans les structures du centre de formation de l'élite. Si des quotas de joueurs (50 % ?) issus des clubs locaux sont respectés dans l'équipe professionnelle, c'est le rugby basque tout entier qui sera gagnant et qui sera soutenu. Dans un projet de développement ambitieux et fédérateur, l'ouverture vers les clubs d'Hegoalde (Pays Basque sud) nous donnerait l'accès vers de nouveaux partenaires institutionnels et privés. Une manne financière et «supportrice» non négligeable dans ce type de projet.

Pako Arizmendi,
président régional d'EAJ-PNB

Itzalean ikusi, omenaldia zuhaitzei...

Kepa Akixo Zigor eskultorearen lanak munduan barna ikus litezke : Parise, Sydney, New York edo Washingtonen. Miarritzeko itsas erakustokiaren ondoan edo Angeluko Barran ere bai.



Zigor zizelkaria, obra baten inguruan

Miarritzeko Bellevue aretoan 300 pieza biltzen dituen Itzalean Ikusi erakusketa aurkeztu du Zigorrek neguudaberri huntan : argazkiak, marrazkiak, margoak eta zizel lanak. Zuhaitzei egindako omenaldia moldatu nahi izan du artistak. Izan ere, zuhaitzek duten indar poetikoa ahantzi dela edo ez dela gehiago sentitzen deitoratzen du Zigorrek. Bere ustez, indarra barnean zeukaten jadanik, enbor, aldaxka eta hostoekin baina gaur egun hori sentiarazteko izigarriko zailtasunak daudela dio Aretxabaletan (Gipuzkoa) sortu eta duela mende erdia Miarritzen finkatu zen eskultoreak.

Zurezko lanak hunkitzea gomendatzen dio beti bisitariari. Zura eta formak hunkitu eskuekin, eta bihotzarekin.

Nortasuna

Nahiz eta gipuzkoarra izan sortzez, oso miarriztarra ikusten du bere burua Zigorrek, besteak beste, Lapurdi kostaldeko jendeari, itsasoari eta uhainei biziki lotua sentitzen baita. Frankismo ilunetik ihes egin zuen minutu oro itsasoak ferekatzen dituen arkaitzen ondoan plantatzeko. Artearen bidez Miarritzen bertan ezagutu eta bere kabuz landu du askatasuna.

Platanoa eta haritza lantzen ditu batik bat, haritz berezia : artea. Platanoak enbor ikaragarriak dituenez bolumen haundiak moldatzeko aukera eskaintzen dio gipuzkoar-lapurtarrari. Autodidaktden artistak aintzinetik marrazten ditu obra guziak inprobisaziorik gabe.

Zubiak

Eremu askotan dabil beti Zigor bainan bere lanetan gehienetan agertzen dira oihana, mendia, eta itsasoa. Kontenplazioa, poesia eta marraztea dira bere inspirazio iturri nagusiak. *“Inguruan ditudan bazter eta jendeak begiratzea gustatzen zait”* dio Zigorrek.

Munduan barna barreatuak diren lan guziak euskaratik eta euskaraz landu dituela dio Zigorrek. Ama hizkuntzari garrantzi haundia ematen dio artistak. Dena dela, bere artea beste hizkuntzetan aipatzeko ez du inolako arazorik garrantzitsuena jendeen arteko zubiak eraikitzea baita, inguruan dauden beste hizkuntzen bidez. Hain berea duen irriarekin zubigintzan ari da beti artista. Eta arrakasta lortu du aldi huntan ere hamar mila bisitari baino gehiago joan baitira bere erakusketa preziatzera, adin eta jatorri guzietako jendea. Den denentzat irriñoa eta hitz bat badu beti eskultoreak. Eta erantzuna ezin da hobea izan askok erakusketa gehiago ikusi nahi baitute gero. *“ Bisitari askok diote laguntza ematen diedala errextasun haundiarekin abstrakzioan sartzeko. Hori oso ona da ! ”*.

Zigorrek erakusketa biziki guti apailatzen du, sei urtetik behin bakarrik. Nazioartetik zenbait gonbidapen ukan ditu bainan ondoko hilabeteetan bake piska bat nahi luke lanean segitzeko Miarritzen etxearen ondoan duen tailerrean. Izan ere etengabeko bilaketan eta gogoetan dabil, adibidez, gurutzeen inguruan. *“Gurutzeak lantzen ditut ez baitut oraindik itzuli osoa egin! Bi gauza bakarrik ikusten dira maiz: horizontaltasuna eta bertikaltasuna. Bainan baditu zenbait bazter ezagutu beharrekoak. Ari naiz oraindik bilatzen…”*

Franck Dolosor “Haltza”

Euskadi : au-delà de l'autonomie ?

Le gouvernement espagnol n'a pas réglé le cas catalan. Un deuxième « front » s'ouvre déjà à lui : les différents partis présents au Parlement basque débattent de l'actualisation du Statut de Gernika, vieux de près de 40 ans. Fidèle à la tradition basque du pacte d'égal à égal, Eaj-Pnb présente un projet de nouveau statut qui quitte le champ autonomique pour emprunter la voie ambitieuse d'une confédération basco-espagnole. Ses principes basiques : la reconnaissance d'une nation basque liée au Royaume d'Espagne, sur le principe de la bilatéralité, renforcer les liens avec la Navarre et le Pays Basque nord et projeter Euskadi, en Europe et dans le monde.



Plusieurs années de débat au sein de la Commision parlementaire sur le nouveau statut, avec les représentants de toutes les formations politiques - Estatutu berriari buruzko legebiltzarraren batzordean, urte ainitzetako eztabaida.

Reconnaissance de l'identité nationale du peuple basque

Le ton est donné dès les premières lignes *: « Euskal Herria est un peuple avec une identité spécifique dans un ensemble des peuples d'Europe. Il est dépositaire d'un patrimoine linguistique, culturel et juridico-institutionnel spécifique qui a perduré au long de l'Histoire et il est situé géographiquement dans les sept territoires compris actuellement dans deux Etats spécifiques – l'espagnol et le français – et trois cadres administratifs différenciés : la Communauté Autonome d'Euskadi, la Communauté Forale de Navarre et le territoire géré par l'Intercommunalité du Pays Basque nord. La langue, l'euskara, la culture, ainsi que le sentiment d'appartenance à une même communauté politique forgent l'identité nationale basque ».*

Cela induit le droit démocratique des citoyens basques à décider de leur structure politique et de leur régime de concorde. Les bases légales : la Constitution espagnole pose en principe : *«l'actualisation des Droits Historiques des territoires foraux»*. Le statut de Gernika quant à lui affirme : *«les droits qui correspondent au peuple basque, en vertu de son histoire, préexistants à la propre Constitution (espagnole ».*

Une bilatéralité basco-espagnole : le Concierto politico

C'est le cœur du projet. Eaj-pnb veut sortir du lien de subordination que suppose l'autonomie actuelle. Au-delà d'une question de principe, il s'agit également d'améliorer les relations entre Euskadi et l'Etat central. Cette subordination est la source de problèmes récurrents et de tensions avec l'Etat : non accomplissement du statut de Gernika, après 40 ans, lois organiques ou basiques établies par le gouvernement central qui ne cessent de rogner l'autonomie, lecture restrictive de la Constitution par le Tribunal Constitutionnel.

Le nouveau Statut va au-delà d'une simple énumération de nouvelles compétences. Il prévoit les mécanismes de garanties pour qu'aucune des deux parties ne puisse imposer ses conditions à l'autre. L'esprit de ce statut est une relation d'égal à égal, pour sortir d'une relation supérieur / inférieur. Euskadi entrerait dans une logique confédérale, à savoir deux pouvoirs politiques souverains liés par des compétences et une volonté commune d'être ensemble. Ce n'est pas l'indépendance (absence de liens) mais ce n'est plus l'autonomie non plus (relation de subordination). Ce modèle déjà en germe dans le Concierto Economico actuel serait étendu au champ politique.

Le Statut prévoit les compétences exclusives du pouvoir basque et celles partagées en commun, avec dans chaque cas, des mécanismes pour réguler les conflits possibles. La reconnaissance de droits sociaux nouveaux sera également inscrite dans les principes de ce Statut. Eaj-Pnb réaffirme une nouvelle fois sa vocation sociale et progressiste.

Vers une euro-région basque ?

Le travail de coopération avec le Pays Basque nord et ses trois territoires du Labourd, Soule et Basse-Navarre est clairement mentionné, dans un cadre européen, régulant les relations transfrontalières. Le projet émane d'un constat : *« la coopération actuelle se noue entre la Nouvelle Aquitaine, la Communauté autonome d'Euskadi et la Communauté Forale de Navarre. L'amplitude de la région française excède les contours du Pays Basque. Il faut séparer la simple coopération avec cette nouvelle région française, digne de tout notre respect avec l'objectif de positiver et de progresser dans nos relations avec l'Intercommunalité du Pays Basque et la Navarre »*. Le nouveau statut articulera des formules et des méthodes de coopération. Parmi les options possibles : une Eurorégion Basque.

Euskadi en Europe et dans le monde

Lorsque des compétences spécifiques au nouveau pouvoir basque seraient en jeu, Euskadi participerait indirectement et directement aux organes de décisions

européens. Indirectement via l'Etat espagnol, en étant obligatoirement informé du contenu des discussions et en prenant part aux décisions de principe que l'Etat espagnol défendrait auprès des instances européennes.

Directement, en étant présent dans les groupes de travaux internes à la Commission Européenne et au Conseil Européen. Euskadi devrait directement transposer dans le droit interne basque, les lois et directives européennes concernant ses compétences spécifiques, sans être dépendant de Madrid en la matière.

Euskadi doit également avoir une place dans les organes de décisions internationaux lorsque ses compétences sont en jeu. Elle doit intégrer des organisations internationales, en particulier sportives. Une équipe d'Euskadi de football serait envisageable, à partir du moment où la fédération d'Euskadi intégrerait la FIFA.

Le Gouvernement Basque défend les « régions constitutionnelles » et une loi de la clarté, dans une Europe fédérale

Le 09 mars dernier, le Lehendakari Urkullu a égrené les propositions du Gouvernement basque, sur l'avenir de l'Union Européenne, suite à un engagement pris en la matière auprès de Jean Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Au cœur du débat sur le nouveau statut politique, ce document prend évidemment un relief particulier.

Les « régions constitutionnelles » présentes eu Europe

Dans le cadre d'une Europe véritablement fédérale, le Lehendakari défend la reconnaissance des régions dîtes constitutionnelles, celles qui disposent d'un pouvoir législatif. Elles sont les grandes oubliées de l'Europe actuelle, puisqu'assimilées à des régions ordinaires, alors que les directives européennes affectent directement leur pouvoir législatif, sans pouvoir agir, ni en amont, ni en aval. Elles sont soumises à la transcription que l'Etat dont elles sont membres fait de ces dernières. 200 millions d'Européens vivent dans ces régions.

Il s'agit donc d'un phénomène majeur à prendre en compte. Le Gouvernement basque propose un statut de ces « régions constitutionnelles ». Elles doivent participer directement ou indirectement aux décisions prises par l'Union Européenne. Une institution européenne intégrant ses régions constitutionnelles, devrait être crée pour qu'elles deviennent des sujets actifs de la codécision européenne.

Clarifier le processus de souveraineté de régions européennes

Deuxième proposition forte : le Lehendakari propose au nom du Gouvernement Basque, une loi de la clarté européenne, avec en mémoire, « la loi de la clarté canadienne » clarifiant le processus que le Québec ou une autre région du pays devrait emprunter suite à l'exercice du droit à décider. Cette loi européenne devrait clarifier les conditions à remplir pour qu'une communauté politique décide *« son statut de souveraineté, de co-souveraineté ou d'interdépendance à l'égard de l'Etat membre ou qu'elle continue à appartenir à l'Union Européenne si l'Etat dont elle est membre s'en détache »*. Cette loi de la clarté permettrait également à cette communauté politique de rester dans l'Union Européenne si tel est son souhait, grâce à *« une procédure simplifiée »*.

Compte tenu des garanties constitutionnelles qu'Euskadi avait spécifiquement obtenues en 1977 et des leçons tirées du procès catalan, la voie basque s'inscrit dans le dialogue à deux niveaux, avec l'Etat espagnol et l'Union Européenne. Ces autorités continueront-elles à faire la sourde oreille ou finiront-elles par accepter une évidence ? Trouver une issue à la demande de reconnaissance de ces nations sans Etat. Eaj-Pnb a le mérite d'engager le dialogue avec des propositions constructives, ambitieuses et respectueuses des différentes sensibilités en Euskadi.

Beñat Oteiza



Le Lehendakari Urkullu, une voix constructive sur les questions nationales catalanes et basques
Urkullu Lehendakaria, katalan eta euskal nazioen gaieri buruz, boz eraikikorra

Plus jeune que jamais, le concierto economico a 140 ans

Le concierto economico a vu le jour, le 28 Février 1878. Ce régime fiscal insolite en Espagne qui permet aux autorités basques de travailler de concert avec l'Etat espagnol est défendu par les responsables politiques de toutes tendances politiques, aujourd'hui, en Euskadi. Ce 28 Février 1878 fut-il un jour de liesse pour les Basques de l'époque ? Avaient-ils acquis une nouvelle liberté ? Non, ce fut même une contrainte imposée depuis Madrid !

Une mesure imposée par un Etat faible

Les restes du régime foral ancien furent liquidés au lendemain de la victoire des libéraux espagnols sur les carlistes basques, partisans de Don Carlos, au trône du Royaume d'Espagne. La 2e guerre civile de ce XIXe siècle prenait fin. Mais l'Etat central devait régler un problème : l'absence d'une administration fiscale spécifique, dans les territoires basques. Ce travail était le fait des diputacions de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, souveraines en la matière. Trop faible, l'Etat espagnol n'était pas en mesure de construire sa propre structure. Il exigea des diputacions, la poursuite de leur activité fiscale, avec une nouveauté : la perception d'une part de l'argent récolté par l'administration centrale.

Le concierto economico était né. Il survit à tous les régimes, exceptée la dictature franquiste pour le Gipuzkoa et l'Araba, qualifiés de «provinces traîtres». Au retour de la démocratie, il est âprement négocié, en 1981, entre les responsables des nouvelles autorités basques et les émissaires du gouvernement central d'Adolfo Suarez.

En 2018, les diputacions de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa sont toujours chargés de percevoir les impôts et taxes des contribuables locaux pour les redistribuer en partie, au Gouvernement basque et aux mairies. La part redistribuée au gouvernement central, dénommée, le « cupo » fait l'objet d'une actualisation. Le cupo correspond aux dépenses de l'Etat espagnol, en Euskadi (contribution au financement de la sécurité sociale, de l'armée, maison royale…). Il s'élève à moins de 7% des impôts et taxes perçus. Les autorités basques et espagnoles négocient un accord sur le nouveau « cupo ». Aucune des deux parties ne peut imposer ses conditions à l'autre, dans une relation bilatérale, d'égal à égal, qui sied bien à Eaj-Pnb.



140 années de concierto economico, fêtées avec les responsables du Gouvernement Basque et des diputacions, de ces 30 dernières années - Itun ekonomikoaren 140 urteak, Foru Aldundi eta Eusko Jaurlaritzaren azken 30 urteren arduradunekin

Dernier accord en date, le congrès des députés, a approuvé l'actualisation du concierto economico, le 23 novembre dernier avec 294 voix pour (PP, PSOE et Podemos) et 36 voix contre (Ciudadanos et Compromis) Parmi les quatre grands partis espagnols, une seule voix discordante : celle des anti-abertzale de Ciudadanos qui se déchainent dès qu'une mesure vise une spécificité basque ou catalane. Ils ont inventé le concept de «cuponazo», pour décrire un système fiscal, soi-disant, non solidaire, injuste, bref, « un privilège » accordé aux Basques. Ces critiques sont démenties par les faits, mais en ces temps de vigueur du nationalisme espagnol, tout est bon pour être le champion de l'Espagne une et indivisible.

Un système parfois dénoncé à tort

Quelques rappels néanmoins. Le système fiscal basque non solidaire ? Outre le fait qu'une part du « cupo » alimente un fonds de solidarité interrégional, le concierto economico est basé sur le principe du « risque unilatéral ». Les autorités basques perçoivent les impôts et taxes et doivent en assumer les conséquences.

Elles prennent le risque d'assumer leur propre gestion et de n'espérer aucune aide de l'Etat espagnol, en cas de problèmes financiers, de dettes ou de déficits excessifs. En revanche, quel que soit l'état des finances, le gouvernement


Diputacion de Gipuzkoa - Gipuzkoaren Foru Aldundia

Le concierto economico et le cupo : un consensus basque

Eaj-Pnb : il est le fer de lance du concierto economico, lors de la négociation des statuts d'autonomie de 1936 et de 1978. Il l'inscrit dans la lignée des droits historiques du peuple basque. Le concierto economico s'inscrit dans la tradition de souveraineté fiscale des territoires historiques. Pour Eaj-Pnb, le concierto economico est un pilier de la culture politique des Basques.

Gauche Abertzale : le concierto economico est un élément de l'autogouvernement basque à défendre. Une nuance néanmoins : sa critique vis-à-vis du cupo qui demeure le lien ombilical avec l'Espagne, d'où son abstention lors du vote à Madrid, concernant le cupo.

Podemos : le nouveau mouvement de gauche défend l'idée d'une nation basque sociale, dans une Espagne plurinationale. Il considère le Concierto economico, comme un instrument valable pour défendre les droits sociaux des citoyens basques. Sa dimension historique n'intéresse pas Podemos.

PSOE : les socialistes basques s'inscrivent dans la singularité du Pays Basque, depuis a minima, les années 30, lors de la négociation du statut d'autonomie. Le Concierto economico est inclus dans l'accord conclu entre EAJ-PNB de Jose Antonio Agirre et le PSOE d'Indalecio Prieto, lors du premier statut d'autonomie.

PP : en tant que mouvement conservateur, le PP basque revendique la tradition forale et de ce fait, défend le concierto economico, en Pays Basque.

L'attitude du PSOE et du PP vis-à-vis du concierto economico est souvent ambiguë. Certains de ses dirigeants espagnols critiquent régulièrement ce système, y compris des responsables catalans. Le grand écart fut réalisé lorsque les régions voisines d'Euskadi : la Rioja, la Cantabrie et Castille-Léon, dirigées par le PSOE et le PP tentèrent d'éliminer le concierto economico, en l'attaquant devant la Cour européenne de Justice, avec le soutien de la Commission Européenne. Mais fort heureusement, ce procès fit pschitt, avec en 2008, un jugement de la Cour européenne, favorable au modèle basque.

basque doit payer sa quote-part, son cupo à l'administration centrale.

En assurant le « risque unilatéral », les autorités basques assument qu'aucune autre région ne les aide, tout en contribuant au financement du pot commun espagnol. Drôle de privilège ! N'oublions pas qu'Euskadi négocia ce système en pleine crise économique du début des années 80, à un moment où les caisses peinaient à se remplir. Quel sens cela a-t-il d'invoquer la solidarité dans un système basé sur la responsabilisation ?

Le système fiscal basque injuste ? Une idée répandue veut que les Basques paieraient moins d'impôts et de taxes qu'ailleurs. Cela est totalement faux. La pression fiscale basque est une des plus élevée d'Espagne, et la plus progressive sur les revenus. Les contribuables les plus riches paient également un impôt sur le patrimoine, plus faible ailleurs, en particulier, à Madrid.

Le concierto economico, le pilier de l'autogouvernement basque est un système vertueux

Un système souple efficace : il permet aux autorités basques de financer directement, sans négocier avec d'autres instances supérieures, ses propres programmes sociaux, d'éducation, d'économie, de culture, de sécurité, ... Avec le temps, ce système de responsabilisation a démontré d'autres effets vertueux liés à la souplesse et à la proximité : dynamique anti-déficit : les recettes perçues par les diputacions sont surveillées en permanence pour vérifier si les sommes réellement perçues sont conformes aux prévisions budgétaires. Si tel n'est pas le cas, l'année suivante, les institutions basques sont incitées à corriger le tir : plus d'austérité si les recettes sont plus faibles que prévu, ou au contraire, plus de marge de manœuvre, si les entrées sont plus importantes que prévu. En outre, techniquement, les prévisions budgétaires sont plus aisées dans un pays de 2 millions d'habitants comme Euskadi que dans un Etat comme la France, de 65 millions d'habitants.

De fait, Euskadi et la Navarre, disposant de ce régime fiscal sont les autonomies parmi les moins endettées d'Espagne.

C'est également un système anti-corruption. Pourquoi ? Les responsables des finances et des différents ministères ne vivent pas à Madrid ou à Paris, mais localement, en Pays Basque, au milieu des contribuables. Dans un pays de taille modeste comme le Pays Basque, difficile de cacher longtemps des opérations de malversation, sans que cela ne soit ébruité. Le système n'empêche évidemment pas la cupidité humaine, comme on le voit actuellement en Navarre. Mais il limite les tentations. Euskadi est très peu soumise aux scandales de corruption, dans une Espagne minée par cette gangrène.

Beñat Oteiza

Lema Eguna : Garazi-Baigorri : quels déplacements ?

le vendredi 20 avril à Irouleguy

Eaj-Pnb renoue avec les débats publics, intitulés Lema Eguna, le 20 Avril prochain, à la salle d'Irouleguy, sur le thème de la mobilité et des déplacements avec un responsable politique passionné par ces questions : Panpi Etchegaray, maire adjoint de St Martin d'Arrossa et vice-président du syndicat de la mobilité de la nouvelle Communauté Pays Basque.

Garazi-Baigorri condamné à la voiture ?

Les questions de mobilité et de déplacement sont parmi les compétences majeures prises en charge par la nouvelle Communauté Pays Basque. La ville, ses transports en commun et problèmes de circulation ne sont pas les seuls concernés loin de là. La ruralité et sa dépendance plus grande à la voiture individuelle construit également son avenir sur cette question.

Garazi-Baigorri est une terre où les questions de déplacement ont occupé, occupent et occuperont l'actualité. Voilà plus de 10 ans, le projet d'autoroute venu de Navarre, censé traverser la Basse Navarre avait suscité un tollé et une mobilisation populaire sans précédent. A l'avenir, quelle place pour la voiture individuelle ? Est-elle incontournable ? Peut-on y développer des alternatives ? Des servives collectifs comme le covoiturage ou l'autopartage sont-ils possibles en Garazi-Baigorri ? Les communes ont-elles à gagner à dévier les voitures de leur centre bourg ? Comment est vécue la déviation réalisée à Baigorri ? Peut-elle inspirer St Jean Pied de Port et son pic de circulation estivale ? Comment se déroule l'expérience pilote Kintoa Mugi, menée en vallée des Aldudes ? Peut-elle inspirer d'autres initiatives ?



Le train Garazi-Baiona arrive en gare - Garazi-Baionako trena geltokira heltzen

Faut-il s'ouvrir davantage à la Navarre voisine en améliorant son accès par cette vallée des Aldudes ? Le vélo et les pistes cyclistes doivent-ils être développés ? Quelle place pour les lignes de bus reliant Garazi-Baigorri, à d'autres territoires comme Amikuze ? Pourquoi et comment faut-il améliorer la liaison ferroviaire entre St Jean Pied de Port et Bayonne ? La gare de St Jean Pied de Port peut-elle être un centre intermodal ?

Ces questions et sans doute bien d'autres seront au cœur de cette soirée-débat qui aura comme invité principal : Panpi Etchegaray. Nous donnerons également la parole à des témoins locaux, professionnels du secteur pour partager avec eux, leur analyse et leur vision d'avenir.



Panpi Etchegaray prend le train de la mobilité

Ce jeune retraité cheminot, ancien responsable de la gare de St Jean Pied de Port est un passionné des questions de transport. Syndicaliste constructif, il s'est battu entre autres, pour la rénovation de la ligne de chemin de fer Garazi-Bayonne. Ami d'enfance de Beñat Arrabit, il est actuellement le premier adjoint à la mairie de St Martin d'Arrossa. En tant qu'élu local, il a participé activement aux réflexions menées en vallée des Aldudes, sur la mobilité et suit de près l'expérience Kintoa Mugi. Il est devenu récemment vice-président du syndicat de la mobilité, au sein de la nouvelle Communauté Pays Basque. Ce syndicat gère toutes les questions de transport pour le compte de l'agglo. Pays Basque. Panpi est en charge de domaines clés : le ferroviaire, l'intermodalité et le transfrontalier.

Engageons le débat sur la voiture et les déplacements liés au travail

En préalable à cette soirée, voici quelques données sur deux sujets qui concernent le quotidien de chacun : les enjeux liés au tout voiture et les déplacements quotidien domicile travail, en Garazi-Baigorri.



Le centre de Baigorri impacté par la déviation de la commune - Baigorriko zentroa unkitua herriaren desbideratzeaz

Sortir du tout-voiture ?

A l'occasion des Assises sur la mobilité, organisées sur le plan hexagonal, quelques données font réfléchir sur notre société construite sur le tout voiture. Il est vrai que la voiture individuelle est un gage de liberté. Grâce à elle, je peux me déplacer « où je veux, quand je veux ».

Et pourtant ! En France, un trajet en voiture sur 4 fait moins de 3 km. En agglomération, 4 trajets sur 10 font moins de 3 km !

La voiture est le 2ème poste budgétaire d'un ménage après le logement. Le coût d'utilisation d'une voiture est estimé à 5500€/an, avec notamment, les frais d'essence, qui sont le lot quotidien des automobilistes. Se pose également la question de la 2ème voire de la 3ème voiture. Agir sur une moindre dépendance à la voiture, permettrait-il de gagner en pouvoir d'achat, grâce à des alternatives moins couteuses ?

En Pays Basque, près de 40% des gaz à effets de serres sont produits par les transports, dont la voiture individuelle bien évidemment. Agir sur la réduction de la voiture, c'est agir sur l'empreinte carbone. Les transports collectifs réunissent en un seul véhicule un plus grand nombre de personnes et sont donc plus économes en énergie produite par personne. Moins d'énergie dépensée = moins de pollution. En Pays Basque, 1 200 000 déplacements quotidiens ont lieu pour tout motif (travail, loisirs, …). 76% des déplacements sont assurés avec la voiture, 4% en transport en commun, 1.5% en vélo ! Le mode de transport le plus polluant est également de très loin le plus utilisé. Sur une journée estivale, la voiture est à l'origine de 90% des rejets de gaz à effets de serres des déplacements quotidiens. Avec les conséquences que cela entraîne sur la santé : maladies respiratoires, cardio-vasculaires.



La voiture est également une source de stress : nuisances sonores pour les automobilistes et les résidents proches d'axes routiers, ralentissements dus aux embouteillages, perte de temps, inhalation de gaz, situations critiques, manque de courtoisie, vigilance nécessaire…

Elle peut être dangereuse, même si fort heureusement, le nombre de tués et de blessés a tendance à diminuer, voire à se stabiliser à des niveaux plus faibles qu'il y a 10 ans.

Un enjeu de santé est également très clair et incite à des mobilités actives : 50% de risque de maladies cardio-vasculaires en moins avec 30 mn de marche ou de vélo par jour !

Et pourtant, la voiture semble aujourd'hui incontournable, même si les jeunes générations ont un rapport distancié avec elle, en particulier, en milieu urbain.

Des déplacements limités pour se rendre au travail, en Garazi-Baigorri

Selon l'insee, en 2014, près de 4 Garaztars-Baigorriars sur 10 demeuraient dans leur commune de résidence pour travailler ! 1972 personnes soit 37.3% des travailleurs demeuraient dans leur commune. Cela a-t-il une incidence sur l'utilisation de la voiture ? 81.2% des déplacements étaient réalisés en voiture, en camion ou en fourgonnette. Difficile de demander à des artisans de se passer de leur fourgonnette il est vrai ! 11.1 % des personnes n'utilisaient aucun mode de transport. En milieu rural, cela concerne au premier chef, les paysans qui travaillent en majorité, dans leur ferme. La marche à pied à 6.3% était plus utilisée que les transports en commun insignifiants à 0.6%.

En élargissant un peu l'aire de déplacement, en 2014, 84% des Garaztars-Baigorriars travaillaient dans une commune du territoire, soit 3864 personnes, selon l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées ! 359 se rendaient sur l'agglomération du BAB, 305 dans le territoire d'Errobi, vers Kanbo, Ustaritz et 270 allaient à Iholdi-Oztibarre. L'influence de la côte basque est bien réelle, sur des communes comme Arrossa ou Bidarray, mais elle est plus large que la seule problématique du travail.

Beñat Oteiza

Aintzane Agirre Zabala (1936-2018)

Duela egun batzuk bere azken egoitzara segitua izan da Aintzane Agirre Zabala, Jose Antonio Agirre Lekube lehen Lehendakariaren alaba nagusia. Bizkaian egin zitzaion azken agurra eta egun batzuk geroago Mikel Epaltza erretoreak bere aldeko meza eman zuen Donibane Lohizunen Lapurdiko herri hortan bizi izan baitzen denbora luzean.



Aintzane Agirre Zabala, emazte xumea

Aintzane Euskal Herrian sortu zen 1936an bainan orduko egoera ilunarengatik erbesteko bidea hartu behar izan zuen bere burasoekin. Gisa hortan Ameriketako Estatu Batuetan eta Parisen haunditu zen duela zenbait urte hil ziren bere anaia gazteekin, Joseba eta Iñaki. Izan ere frankismoaren gaua uste baino luzeagoa izan zen eta zenbait urtez ezin izan zuten Euskadirat itzuli. Erbestea aipatzean Aintzane zenak zioen *"Azkenean ez gara sekulan haurrak izan…"*. Nahiz eta beti biziki diskretua izan, ageri zen bere aitaz arras harro zegoela Aintzane. Oraino ttiki ttikia zelarik Berlindik ihes egin behar izan zuten Munduko Bigarren Gerla garaian. Aitaren agindu bakarra zera izan zen : *-Ez mintzatu euskaraz publikoan … eta ez galdu panpina !*

Lehendakariak balio haundiko paperak gordetzen zituen koloreak eta formak galdu zituen jostagailuaren barnean …

1960 martxoaren 22a ere ez zuen sekulan ahantzi Aintzanek. Hogoita lau urte zituen orduan eta Parisen bizi ziren. Egun hortan zendu zitzaion aita bihotzekoak jota, Frantziako hiriburuan eta 56 urte besterik ez zituela. Ehorzketak Donibane Lohizunen egin zituzten eta geroztik bertako hilerrian dago Euskadiko lehen Lehendakaria.

Euskaditik urrun bizi behar izateak alde on batzuk izan zituen, halere, hala nola nazioarteko pertsonalitate asko ezagutzea. Euskara eta gaztelaniaz gain frantsesa eta inglesa ongi ikasteko aukera izan zuen orduan Aintzanek.

Ibilbide isila bezain oparoa

Donibane Lohizunen ainitzek gogoan dute Aintzane fede haundiko emazte lehiala zela. Atsegina, dotorea eta beti irriño batekin ezpainetan, adibidez Sarako Idazleen Biltzarrean itzuli bat egiten zuelarik. Bertzalde, euskarazko katexima irakatsi zien ere donibandar gaztetxoei zenbait urtez.

Larogoiko hamarkadan Eusko Jaurlaritzako kanpo harremanen saileko idazkaritzan lan egiten hasi zen, bertzeak bertze, Jose Mari Muñoarekin. *"Emazte xumea, persona ona, lehiala, eta zintzoa"* zela dio Muñoak. *"Benetako abertzalea zen, oso argia. Jakitate haundia zuenez gai guziei buruz iritzia eman zezakeen baina bere ikusmoldea ez zuen sekulan inposatzen"* Muñoaren arabera. *"Harekin lan egitea zoriona eta oparia izan zen! Asko maite nuen."*

Aintzane Agirrek zubi lana egin zuen urteetan Euskadi eta Ameriketako euskal taldeen artean. Gutitan ateratzen zen hain berea zuen isiltasunetik, eta agerraldi publiko urriak egin zituen, adibidez, 2004an Jose Antonio Agirre Lehendakariaren oroitarria estrenatu zelarik Bilbon Carlton hotelaren ondoan edo 2013an Eusko Legebiltzarrak egin zuen omenaldian.

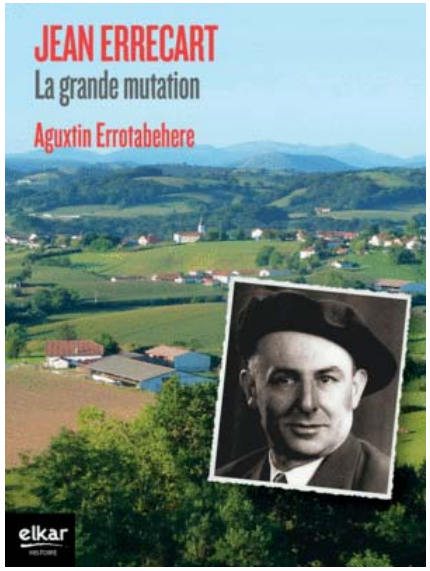
Isila, langilea, fededuna, lehiala eta zuzena…ahaide eta lagunek molde hortan gogoratuko dute Aintzane Agirre zena. Goian bego, ez adiorik !

Franck Dolosor " Halza "

Jean Errecart, la grande mutation

Qui donc était Jean Errecart ? L'homme politique (1909-1971), doublé du paysan d'Orègue qu'il ne cessa jamais d'être, est le personnage central de l'ouvrage « La grande mutation » paru récemment chez Elkar, signé Aguxtin Errotabehere. [1].

L'auteur décrit dans le détail ces années d'après-guerre où le canton de Saint-Palais (26 communes) vécut une véritable révolution sous l'impulsion de Jean Errecart, élu maire de son village natal et conseiller général durant 40 ans, de 1945 à 1971. Issu des rangs de la Démocratie chrétienne, il fut aussi tour à tour député et sénateur. Grande constance dans un environnement politique bouillonnant et une société archaïque en proie à l'exode rural, déchirée par les guerres de 14-18 et de 39-45. Comment en sortir ? Jean Errecart entouré d'un solide groupe de fidèles impulsa un renouveau, bâti sur quelques principes : travail collectif, responsabilités partagées, ouverture au progrès et au modernisme par la formation (la JAC, Jeunesse Agricole Chrétienne, joua un rôle clef), le recours au syndicalisme, la création d'infrastructures de base (voirie, eau, électricité…), le développement de l'agriculture autour de la coopérative agricole Lur Berri. Pragmatique il voulait aussi avancer droit dans ses bottes, accroché à ses principes afin de rendre leur dignité aux agriculteurs qui constituaient le socle du canton et de son voisinage basque et béarnais. Une statistique en dit long : en 1940, les Basses-Pyrénées (appellation de l'époque) étaient le département le



plus mal équipé de France avec le Morbihan ! Le Pays basque (surtout la région de Saint-Palais) abritait un taux énorme de métayers maintenus dans la pauvreté, condamnés à l'immobilisme.

Après tous les désastres de la guerre, une loi de 1946 leur permit, enfin, d'adopter le statut de fermiers s'ils le souhaitaient. Ce qui ne se fit pas sans tiraillements et conflits. La « grande mutation » en fut réellement une. Surmontant de gros écueils elle modifia profondément la physionomie du monde agricole d'Amikuze et les mentalités de l'époque. Aguxtin Errotabehere nous le décrit comme «*un élu au grand cœur, au service de son pays*», qui sut avant tout « *privilégier l'action* » à la tribune politique classique.

[1] *Aguxtin Errotabahere est aussi l'auteur de l'ouvrage « Jean Pitrau, le révolté des montagnards », consacré au paysan souletin visionnaire de Tardets (1929-1975) resté dans les mémoires.*

Amikuztarra

Les conférences des Jeudis du Batzoki, à St-Jean-de-Luz



La biodiversité du Golfe de Gascogne, en débat, le 22 mars dernier
Gaskoniako zonaldearen bioaniztasuna, eztabaidan, joan den Martxoaren 22an

« L'extraordinaire biodiversité du Golfe de Gascogne »
le jeudi 22 Mars,
à la salle Ducontenia, à 19h avec Emilie Milon, biologiste au Centre de la mer, à Biarritz

« L'Aquitaine pendant la révolution néolithique »
le jeudi 26 Avril
à la Grillerie du Port, à 19h, avec Pablo Marticorena, docteur en archéologie Université populaire du Pays Basque
Pour nos populations le passage d'une économie de chasseurs-cueilleurs à celle d'éleveurs-cultivateurs a marqué une révolution qui n'a pas eu d'équivalent dans la période historique.

« L'art et la pelote basque de Goya à Botero »
le jeudi 31 Mai,
à l'Auditorium Ravel, à 19h, avec Robert Poulou, ancien pilotari et avant tout un grand amateur d'art basque et un collectionneur passionné.
La gestuelle très pure des pilotaris a inspiré la plupart des peintres qui ont fréquenté le Pays Basque. Stylisé ou réaliste le mouvement des hommes sur les frontons est une constante de leurs œuvres.

Alain Dubois :

« les décisions sont plus lentes qu'avant »

Alain Dubois est un homme occupé, investi dans la vie publique : maire jeltzale de Macaye, délégué à la Communauté Pays Basque, membre d'une commission pastorale, sans parler de ses responsabilités dans le monde de la pelote. L'occasion de discuter avec lui des projets municipaux, du lancement de l'agglo. Pays Basque et de sa passion pour la montagne.





Le centre de loisirs de Baigura fait connaître Macaye
Baigurako aisialdi zentroak Makearen ezagutaraztea lagundu du

Macaye a subi des intempéries cet hiver.

Nous avons eu un hiver très humide sur plusieurs semaines. Fin janvier, un éboulement de terrain a eu lieu sur une route communale. 50 mètres de chaussée ont été déplacés. Il s'agit d'imprévus financièrement couteux. L'estimation des travaux s'élèvent à 48 000€. Une aide exceptionnelle du département devrait nous aider à financer cette dépense. Cela fait partie des imprévus à gérer, même si les éboulements de terrain ont tendance à se répéter. A Macaye, nous avons 23 kilomètres de routes bitumées et autant de routes empierrées. Nous consacrons 135 000 € à la voirie. C'est un budget très important pour la commune.

Quels sont vos projets pour 2018 ?

Nous préparons le budget annuel. C'est une année de transition alors que de gros investissements ont eu lieu en 2016 et en 2017, avec un réaménagement du bourg et un programme de voirie. Cette année, nous assurerons l'entretien courant des bâtiments. Nous réaliserons la climatisation de l'école et la fermeture du préau contre les intempéries. Cette école accueille également un centre de loisirs entre Louhossoa, Macaye et Mendionde, durant l'été. Il était nécessaire de refaire la climatisation pour accueillir les enfants dans de bonnes conditions. Nous prévoyons également des travaux au cimetière communal et la création d'un cimetière paysager.

Nous poursuivons un programme de réhabilitation dans le domaine d'Etxehandia, avec 6 nouveaux appartements gérés par le bailleur social Solhia, (ex-Pact), prévus pour le printemps 2019. La priorité sera donnée aux jeunes des environs. Nous prévoyons également un aménagement de 3 lots en zone artisanale, avec l'accueil prévue de 3 jeunes artisans.

Quel est votre budget de fonctionnement ?

Il est d'environ 500 000€. Les postes principaux sont les frais de personnel, les charges courantes comme l'électricité, ou des frais d'entretien courant comme la peinture.

Nous payons également des taxes, notamment pour les terrains communaux. Le budget d'investissement est en moyenne d'environ 300 000€. Il est variable d'une année sur l'autre, grosso modo entre 150 000€ et 500 000€

Les élus se plaignent du désengagement de l'Etat par la baisse des dotations. Qu'en est-il à Macaye ?

Nous avons entre 30 000€ et 40 000€ de dotation en moins. Pour l'instant, nous n'avons augmenté ni taxe, ni impôt, en nous fixant des priorités. La subvention sur les dépenses de voirie a été réduite également de moitié.

Quelle est l'indemnité du maire de Macaye ?

Elle s'élève à 850€ par mois. Cela doit couvrir tous les frais de mission, y compris les déplacements, pour les réunions à l'extérieur. C'est surtout du bénévolat. Les maires veulent faire vivre leur village. On ne vit pas de cette indemnité.

Quel est votre rythme de travail ?

Il est variable. J'assure au minimum la permanence du lundi. Le reste, ce sont des rendez-vous, des réunions, avec des dossiers à suivre.



Les amateurs de loisirs doivent apprendre à connaître les bergers pour les respecter
Mendietako aisialdi zaleak artzainak errespetatu behar dituzte hobeki ezagutu ondoren

Comment se déroulent les premiers mois de la Communauté Pays Basque ?

Nous en sommes encore à la phase de mise en place. Pas mal de choses restent à faire. C'est une très grosse machine. Je soutiens depuis le début la création de cette Communauté Pays Basque. J'y ai cru et j'y crois toujours. Cela est bon pour l'image du Pays Basque. Cela est bon pour les gros projets, en agriculture, dans le tourisme ou dans les transports. Grâce à cette institution, nous nous faisons mieux entendre à l'extérieur, notamment à la région.

Cette mise en place suppose des problèmes de fonctionnement ?

Au quotidien, il s'agit d'un autre mode de fonctionnement. Avant, les décisions étaient prises ici et rapidement. Cela est désormais plus long et peut être parfois gênant. Il faut passer différentes strates. Par exemple, s'il y a une grosse réparation à faire et des commandes à passer sur une grosse conduite d'eau, le technicien de terrain doit en référer au pôle territorial qui ensuite transmet la demande à l'agglo Pays Basque, à Bayonne. Le rôle du pôle territorial est d'être une force de projet pour l'agglo. Notre voix doit être entendue. Nous devons être présents pour faire remonter des projets ou des dysfonctionnements.

Comment fonctionne votre pôle territorial ?

Des compétences entre les communes et les pôles restent à définir. Telle crèche, tel service… C'est également le cas de compétences à définir entre les pôles et la Communauté d'agglomération Pays Basque. Notre pôle territorial du pays d'Hasparren se réunit tous les 2 mois. Nous faisons le point sur ce qui s'est dit et décidé à l'agglomération Pays Basque, parce que beaucoup des anciens élus de l'intercommunalité du Pays d'Hasparren ne sont plus délégués communautaires.

Y a-t-il un décalage entre les élus de l'intérieur et ceux de la côte ?

Les problèmes ne se posent pas de la même façon. Par exemple, au niveau des services aux personnes âgées qui est une question majeure, l'isolement de personnes seules en ville et à la campagne se traite différemment. En ville, les personnes seules vivent souvent à proximité de commerces et peuvent faire leur course, alors que pour une personne isolée vivant dans une ferme, à 2 km du bourg, c'est beaucoup plus difficile. Nous avons la chance d'avoir un esprit de solidarité que nous devons maintenir. Lorsqu'un volet ne s'ouvre pas, le voisin est en alerte et avertit la commune. A Macaye, nous finançons en partie le portage de repas. La solidarité de la côte est nécessaire pour nous soutenir. Nous devons aider ces personnes, pour qu'elles vivent dignement. Des nouveaux centres de vie sont à penser dans les bourgs.

Tu es membres de la commission agriculture et montagne. Où en êtes-vous ?

Les questions liées à la montagne m'intéressent particulièrement. Nous travaillons actuellement en commission sur une politique globale de l'agriculture en montagne. Un volet important concerne le maintien de l'économie montagnarde avec un véritable souci environnemental. Nous devons développer les circuits courts et la transformation des produits avec le maintien de petites structures, pour que la montagne soit vivante. Le maintien du pastoralisme est indispensable pour que cet espace soit ouvert, praticable. Je suis également membre d'une association pastorale.

Une charte de la montagne réalisée en concertation avec le Conseil de Développement est en place.

Oui, il faudra la réactualiser. Nous menons un travail de sensibilisation auprès du public urbain de la côte qui utilise cet espace qui est beau grâce à des femmes et des hommes qui l'entretiennent. Nous sommes en contact avec les associations de randonneurs, de marcheurs, des organisateurs de trails, par exemple, pour leur montrer le travail des bergers à respecter, et notamment, leur bétail.

Les bergers se plaignent de l'attitude de randonneurs ?

Oui. Cette démarche a été entamée suite à la plainte de bergers. Par exemple, les citadins ne connaissent pas l'attitude des animaux et cela peut poser des problèmes s'ils se rapprochent trop d'eux. Ils doivent faire attention à leurs chiens également. Nous sensibilisons également les élèves avec un kit d'utilisation de la montagne. Nous travaillons également avec le département pour installer des panneaux de bonne conduite. D'entrée, il faut donner les règles nécessaires pour ne pas gêner ceux et celles qui travaillent. Nous travaillons également avec les offices de tourisme, pour qu'elles prodiguent les bons conseils aux randonneurs. La montagne est d'abord un espace pastoral de travail avant d'être un lieu de défouloir.



Un «cri de révolte» pour les femmes rurales, du tiers-monde



Sortir du silence les femmes rurales du Tiers-Monde
Hirugarren munduko baserriko emazteen boza entzun

L'eurodéputée jeltzale est exaspérée du sort réservé aux femmes dans les pays en voie de développement, en particulier, en milieu rural. Elle a défendu un projet sur le statut des femmes, approuvé au Parlement européen. Lors de ce débat, elle a éveillé les consciences sur le sort d'Ifé, une femme subsaharienne, qui l'avait interpellé sur son blog. Cette personne vivant de la danse en milieu urbain, épargnait péniblement la somme nécessaire pour émigrer vers un pays « riche » et éviter un destin tracé à l'avance : être mariée de force à 12 ans par son père, être mutilée, devenir un objet au service de son « mari », parcourir des dizaines de kms pour acheminer 15 litres d'eau avec un repas par jour, mettre au monde quantité d'enfants dont la moitié mourraient, …

Ce 20 mars, Izaskun Bilbao a défendu le projet approuvé au Parlement européen, auprès du Comité sur le statut des femmes, à l'ONU. Pour Izaskun, *« c'est un cri de révolte »*. Objectif : l'autonomisation des femmes en milieu rural, dans les pays du « Tiers-Monde » : lutte contre la violence machiste, fin des mariages forcés et de la mutilation génitale, avancer dans la formation, l'éducation et la dotation de services sociaux universels pour soulager les femmes dans leur tâche quotidienne auprès des enfants et des seniors, et favoriser une égalité des chances avec les hommes. Sur le modèle du statut basque de la femme, en milieu rural, Izaskun défend une norme qui permette l'accession à la propriété ou copropriété des fermes, qui défende l'accès à des responsabilités publiques ou privées, dans le monde des entreprises.

Vaste programme à concrétiser pour Ife et les autres femmes anonymes qui souffrent en silence, loin des grands discours.

Le nouveau statut basque face au vieux nationalisme des Etats



Le débat sur le nouveau statut basque et les relations nouvelles entre Euskadi et l'Europe fut l'occasion d'entendre les critiques des tenants d'un nationalisme rance, dépassé et paralysant. La souveraineté partagée est au cœur du projet basque, comme elle l'est au niveau européen. La Constitution espagnole elle-même reconnaît et respecte des souverainetés antérieures à son existence. De fait, Izaskun Bilbao a demandé aux institutions européennes de protéger le débat ouvert en Euskadi, pour rénover son statut, face au populisme et au vieux nationalisme des Etats, incompatibles avec l'Union européenne. L'eurodéputée jeltzale rappelle que *« une majorité de citoyens basques veulent un débat pour défendre une union volontaire des nations. Nous apportons ainsi stabilité et solutions. Au XXIe siècle, ne fonctionnent que les unions volontaires et non les unions obligatoires ».*

Les listes transnationales victimes des vrais nationalistes

Dans la lignée de notre vocation européiste, Izaskun Bilbao a défendu l'idée de listes transnationales dès les élections européennes de 2019, grâce à 46 sièges laissés vacants par le Royaume-Uni, suite au Brexit. Ces listes transnationales auraient renforcé l'union européenne. Mais le Parlement européen a rejeté cette proposition. Pour Izaskun Bilbao : *«alors que d'autres ensembles concurrents se renforcent, certains eurodéputés sont inconséquents avec les valeurs et les idéaux qui donnent du sens à notre travail quotidien. Construire l'Union européenne en acteur global requiert d'évoluer dans deux directions : en haut et en bas. En haut, cette mesure aurait permis de renforcer le « demos » européen qui existe. J'ai également soutenu une proposition sur la place laissée dans des listes nationales, à des candidats de régions à compétence législative, pour que celles-ci soient représentés au Parlement européen. Cela aurait également permis d'avancer dans une Union construite à partir des pouvoirs les plus proches des citoyens»*. 200 millions d'Européens vivent dans des régions à capacité législative. *« Vétérans de l'idée européenne, nous croyons véritablement en ce projet fédéraliste. Nous revendiquons en permanence le dépassement des vieux concepts de souveraineté, d'identité et d'Etat vers des notions plus modernes de ces notions ».*

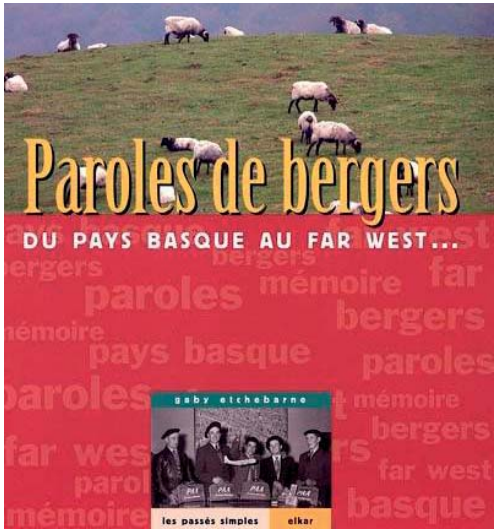
Les Basques dans l'Ouest américain

Après avoir voyagé en Amérique Latine à la rencontre des descendants des immigrants basques, nous allons nous intéresser aux débuts de l'immigration aux Etats-Unis, en particulier en Californie et dans l'Ouest américain, le mythique « Far West ». Là, est toute l'histoire du berger basque en Amérique … Mais pas seulement !

« Peuple de marins, les Basques ont toujours été attirés vers les terres lointaines », s'accordent à dire tous les récits. On retrouve les grandes étapes de l'immigration basque dans la conquête espagnole, la colonisation, les compagnies commerciales du XVIII[e] siècle et la « Ruée vers l'or » du milieu du XIX[e] siècle. Selon Marie-Pierre Arrizabalaga, dans son étude « Les Basques dans l'Ouest américain (1900-1910) » : *« La diaspora basque est une réalité culturelle plurielle, dont l'histoire remonte à la conquête espagnole. Juan Sebastián Elkano, né à Getaria en 1476 et second de Magellan, fut le premier marin à faire le tour du monde, entre 1519 et 1522. La plus grande partie des immigrants basques se dirigea d'abord vers l'Amérique du Sud, surtout à partir de 1830. »*

Ainsi que s'interroge le Père Adrien Gachiteguy dans son ouvrage « Problèmes de vie des anciens émigrés basques aux U.S.A. » : *« Un Navarrais sans doute dont le nom s'attache à l'apparition et à la prospérité du cheptel ovin dans le New-Mexico dès 1600. Etait-ce un émigré entraîné par les "Padres" qui furent les initiateurs en agriculture et en élevage des Indiens des Etats-Unis ? Ou bien était-ce l'un des soldats qui accompagnèrent ce Juan de Oñate qui fonda Santa-Fe en 1605 ? Ce fut dans cet Etat que se constitua le premier noyau de Navarrais, de Bas-Navarrais. Occupant le Sud-Est de l'Etat, le relief de déserts et de montagnes les entraîna vers le Nord-Ouest puis dans le Sud du Colorado à la recherche de pâturages nouveaux (le long du Rio Grande, Mexique, Colorado). »*

Le Père Adrien Gachiteguy s'interroge encore : *« L'arrivée des Basques dans la Californie n'a rien qui puisse étonner quand on sait que deux des gouverneurs de cet Etat du Mexique étaient un Arrillaga et un Etcheandia. Et, d'ailleurs, combien de basques n'y avait-il pas parmi ces Padres des Missions californiennes ? L'un deux –Juan de Ugarte – fut le premier grand savant agriculturiste des Etats-Unis. Et imagine-t-on que parmi tous ces soldats espagnols il n'y avait aucun Basque ? On serait tenté de dire que la majorité devait être Basque ! »*



Mais cette colonisation s'arrêta en Basse Californie. Puis, vers 1849, la découverte de l'or et la « ruée » qui s'en suivit changea la donne. Des dizaines de milliers d'immigrants européens débarquent à San Francisco et s'enfoncent dans la montagne et les déserts sur le Gold Rush Trail.

A leur suite, des Basques d'Argentine prennent la route et arrivent en Californie. Le travail de chercheur d'or ne leur plait guère et y trouvent l'opportunité de développer l'élevage ovin pour répondre à la demande des chercheurs d'or en nourriture et habillement.

Dès 1890, les bergers basques Biscayens, Guipuzcoans ou Bas-Navarrais, s'implantent au Nevada, en Utah, en Idaho puis en Oregon et un peu plus tard au Colorado. Certains d'entre eux s'établissent dans la région de Boïse qui deviendra une communauté basque importante.

L'organisation du territoire du « Far West » en ranchs (Homesteads) ralentit l'expansion basque dans ces Etats.

Gaby Etchebarne, petite-fille d'un émigré des Aldudes parti aux Amériques puis revenu au village natal, parle dans son livre de ces jeunes émigrants partis chercher fortune pour qui tout est difficile et en particulier le voyage : *« Dans la cale d'un bateau italien, ils souffrent de la faim, des cafards, des rats et des poux. Ils débarquent à New York… On les pousse comme un troupeau de brebis dans les wagons d'un train qui va traverser les Etats Unis d'Est en Ouest. Le voyage dure huit jours. »* Les émigrants partis avant 1900 traversaient dans des chariots bâchés tirés par des chevaux et le voyage durait un mois. (Récit d'une descendante de Catherine Chaldu d'Issor).



Les bergers et leur rude condition de vie, loin du Pays Basque
Artzainak eta beren bizi baldintza dorpeak, Euskal Herritik urrun

Parmi les milliers de Basques partis aux Etats Unis quelques-uns ont décidé d'y rester… Ils sont commerçants, hôteliers, restaurateurs, artisans, agriculteurs ou éleveurs. Ceux-là, sont les émigrants qui ont bien réussi économiquement.

L'analyse des recensements de l'Administration des Etats-Unis de 1900 et de 1910 réalisée par Marie-Pierre Arrizabalaga révèle que : *« Entre 1900 et 1920, 430 000 Basques français et espagnols s'installèrent aux États-Unis. C'est en Californie que la plus grande communauté basque réside. Plus de 90% des Basques californiens vivent à Bakersfield. »*

Nous avons abordé dans cet article les origines de l'immigration basque en Amérique du Nord. Nous verrons, dans un prochain article, son évolution au cours du XX[e] siècle et son intégration actuelle à la société américaine sans pour autant renoncer aux valeurs et traditions du peuple basque.

Kauldi

Mobilité : la « révolution Bidegi »

Proximité entre terrain et décideurs au sud, éloignement et manque de réactivité au nord. Entre Pays Basque sud et nord les différences éclatent aux yeux. L'histoire du réseau autoroutier basque est le reflet de la disparité des compétences dévolues aux régions séparées par la Bidassoa.

Côté nord prévaut le jacobinisme à la française, fidèle à lui-même en dépit des efforts de déconcentration opérés dans les années 80-90. Côté sud ? Euskadi et Navarre affichent le statut d'autonomie qui leur fut accordé en 1978-79, lors de la Transition. Les Diputacions basques furent ainsi dotées de compétences essentielles, dont celles sur la voirie que le franquisme leur avait ôtées. S'est ainsi forgé une proximité entre terrain et institutions responsables expliquant la capacité de réactivité extraordinaire observée ces dernières décennies, notamment en Gipuzkoa, notre plus proche voisin. Dans le même temps, côté français, l'État conservait la main. Lorsque qu'en 2006, il décida de privatiser la gestion autoroutière française, l'A63 tomba dans l'escarcelle de Vinci Autoroutes, pôle spécialisé de la puissante multinationale Vinci. Région et département n'eurent pas leur mot à dire.

Autonomie versus jacobinisme

Côté sud par contre, la Diputacion du Gipuzkoa avait saisi l'occasion de prendre le relais de la société privée Europistas quand en 2003, celle-ci renonça à la concession sur l'autoroute A-8 (Biriatou-Bilbao) que l'État espagnol lui avait accordée en son temps. La société publique Bidegi créée à ce moment-là, fut chargée de relever le défi avec le concours des décideurs institutionnels. Décision déterminante. Sans laquelle comme cela a été souligné à divers moments, ce que l'on a appelé la « révolution Bidegi » ne se serait pas réalisée. Les produits du péage engrangés par la nouvelle société lui permirent dans un premier temps, de lancer les travaux de modernisation de l'A-8 devenue obsolète (partiellement mise à trois voies à vitesse grand V ces dernières années). A l'ouverture de l'A-1 Eibar-Vitoria-Gasteiz-Burgos, s'ajoutèrent la mise à 2x2 voies de l'accès au col d'Etxegarate sur l'ancienne N-1, le nouveau contournement de Saint-Sébastien, sans oublier la réalisation colossale de l'Autovia del Urumea promptement menée à grands coups d'ouvrages d'art. L'on ajoutera que si Bidegi n'avait pas pu assumer ses responsabilités, le Gipuzkoa n'aurait sans doute pas été capable d'affronter la crise économique survenue en 2008 (pas encore complètement résorbée) et la totalité de ces projets au coût exorbitant. Il serait resté ce corridor incontournable perpétuellement saturé que l'on a connu.



Markel Olano (au centre), le député général du Gipuzkoa supervise le trafic routier au centre de contrôle de Bidegi
Markel Olano (zentroan) Gipuzkoako Ahaldun Nagusiak bide trafikoa begiratzen, Bidegiren kontrol zentroan

7 ans pour élargir l'A63

Rappelons que l'A-8 Biriatou-Bilbao fut l'une des premières autoroutes ouvertes en Espagne, après la mise en service dès 1969, de trois liaisons autoroutières en Catalogne, alors que le tourisme de masse (sol y playa) connaissait un boom fantastique. L'A-8 compte 71 km en Gipuzkoa, 36 km en Biscaye où le pendant de la société publique Bidegi porte le nom d'Interbiak. Le pont autoroutier international de Biriatou-Irun-Behobia fut inauguré en 1975, suivi du premier tronçon de l'A63 côté nord. La conception initiale entachée d'erreurs sur l'ensemble de la voie, en a fait une desserte urbaine empruntée par 10 000 camions/jour !

C'est qu'à l'époque il fallait avant tout rapprocher les plages de la future autoroute sachant que seuls 500 camions/franchissaient la Bidassoa… Personne n'avait envisagé l'explosion de ces dernières décennies !

Écotaxe pour les plus de 3,5 t

Dans ce contexte la mise à trois voies de l'A63 entre Bayonne- Biriatou (compliquée par le manque d'espace et la circulation intense) n'était toujours pas parachevée à la mi-mars ! Incompréhension, agacement généralisés du fait d'un péage inamovible

Trois mois plus tôt, côté sud, en janvier 2018, la société Bidegi s'était quant à elle, résolue à instaurer un péage (dénoncé par les transporteurs) pour poids lourds de plus de 3,5 tonnes, empruntant l'ex-N-1 Gipuzkoa-Alava par le col d'Etxegarate et l'A-15 direction Pampelune. 9 millions d'euros l'an, sont attendus de cette Écotaxe dévolue pour l'essentiel à l'entretien du réseau routier. Une première en Espagne, à l'initiative d'une Diputacion et d'élus forts de leurs prérogatives.

Amikuztarra

Ainiztasun kulturaren alde izenpetu ezazu !

Signez en faveur de la diversité culturelle !

Ainiztasun kulturaren aldeko herritar ekimen hortan parte hartu, heldu den Apirilaren 03rako. Milioi bat izenpetze beharrezkoak dira gai hau Europar Batzordearen egutegian ezartzeko.

Participez à cette initiative citoyenne en faveur de la diversité culturelle, avant le 03 Avril prochain. 1 million de signatures sont nécessaires pour mettre cette question à l'agenda de la Commission européenne.

Pour cela entrez dans le site Internet concerné via ce lien :

www.minority-safepack.eu/main/index



Un projet 2018 volontariste

L'Assemblée Régionale ordinaire d'Eaj-Pnb a eu lieu ce samedi 17 mars, au Batzoki de Donibane, en présence de militants et des délégués des différents groupes locaux ou Herri Biltzars.

Au menu de cette réunion, un hors d'œuvre digeste avec la participation d'Iparralde à l'élection des membres du Tribunal National de Justice et de la Commission Nationale de Garanties et de Contrôle. Nos délégués à l'Assemblée Nationale interne qui eut lieu le vendredi 23 mars à Bilbao, ont pu émettre leur voix, en fonction des résultats issus de cette Assemblée régionale.

Le Tribunal national est chargé de juger les affaires internes, en dernière instance, à la suite de décisions prises par les Tribunaux régionaux, dont celui du Pays Basque nord lorsqu'il est saisi. Cette organisation permet en fait de garantir les droits et les devoirs des Alderdikide.

Personne n'est sanctionné ou expulsé d'Eaj-Pnb de façon arbitraire, suite à la réunion d'un organe opaque, comme cela est trop souvent le cas dans les partis français.

La Commission Nationale de Garanties et de Contrôle est quant à elle, chargée de suivre la validité des processus électoraux internes, au moment du choix des candidats qui représentent Eaj-Pnb, aux différentes élections ou lors du choix de nos dirigeants régionaux ou nationaux. Par exemple, l'Ipar Buru Batzar, notre direction régionale est élue par les militants tous les 4 ans. Cette Commission a suivi chaque étape de ces élections.

Puis est venu le plat de résistance : le bilan moral et financier de l'année 2017 et les perspectives de 2018. L'occasion de refaire le point sur une année 2017 intense sur le plan électoral, avec les élections législatives de Juin, suivies dans la foulée par les élections sénatoriales de fin septembre. Le projet 2018 et le budget prévisionnel, présentés par Pako Arizmendi, notre président régional et Kauldi Samoreau, notre trésorier ont permis d'affiner les nombreux rendez-vous des mois à venir.



Des délégués régionaux attentifs
Herrialde ordezkari batzu eztabaidak entzuten

Pour finir, l'incontournable dessert pour un repas réussi, avec un débat sur l'actualité politique et le témoignage de nos élus sur les premiers mois de la Communauté Pays Basque et le risque d'une centralisation du pouvoir à Bayonne. Notre culture décentralisée issue de la tradition basque a de quoi nourrir les débats institutionnels des semaines à venir.

Gure etorkizuna, gure aberria
Notre avenir, notre patrie

L'Aberri Eguna ou Jour de la Patrie a réuni les abertzale, les patriotes, en ce dimanche de Pâques, qui depuis 1932 et sa 1e édition, symbolise le renouveau du peuple basque. Ce rendez-vous offre l'occasion d'une analyse politique sur le Pays Basque et les grandes tendances du moment. 2018 est l'année des contrastes. Les évolutions internes sont positives dans un monde où " les gros nuages s'amoncellent ".

Pour la première fois, les trois territoires du Pays Basque nord - Labourd, Soule et Basse-Navarre - sont réunis dans une seule institution, la Communauté d'Agglomération qui ouvre des perspectives de coopération entre les Basques des deux côtés des Pyrénées. Cela permettra de renforcer " *les liens sociologiques, culturels, sociaux, économiques, affectifs et représente un espoir pour la cause nationale basque* ". En Navarre, le Gouvernement du changement auquel participe Eaj-Pnb s'est consolidé et démontre chaque jour sa capacité de gestion.

Pour autant, la vague de protectionnisme, les réponses sécuritaires au nouveau terrorisme international ou les réponses de fermeture à la peur identitaire et à la vague migratoire venue du Sud, mettent à mal l'espoir d'un monde ouvert. " *Nous faisons marche arrière* ". En Espagne, l'espagnolisme ambiant dans une course poursuite aux discours les plus durs entre le PP et Ciudadanos va à rebours des aspirations de la majorité des Basques.



Meeting à Bilbao avec Andoni Ortuzar, président national d'Eaj-Pnb
Ekitaldia Bilbon, Andoni Ortuzar-ekin, Eaj-Pnb-ren presidenta

Mais pourquoi notre patrie est-elle notre avenir ?

Pour Eaj-Pnb, l'engagement vers un nouveau statut politique en Communauté Autonome Basque, doit permettre de répondre aux grands défis à venir, notamment : " *l'attention portée aux personnes âgées, l'insertion des jeunes dans la formation et le monde du travail, la conciliation entre la vie familiale et professionnelle et l'égalité femme-homme, l'entrée dans la 4e révolution industrielle et ses conséquences pour la quantité et la qualité des emplois à venir, …* ". Ce nouveau statut défend une vision européenne. Le Pays Basque est également notre avenir, parce que " *le destin de notre patrie se situe dans l'Union Européenne, une nation parmi les autres nations européennes* ". Eaj-Pnb défend non pas une Europe des Etats qui font prévaloir leur intérêt à celui de l'Europe, mais une Europe qui comme au début est le fruit de la volonté des peuples, une Europe des peuples et des nations, à un moment où il est nécessaire de répondre aux aspirations croissantes des Ecossais, des Flamands, des Catalans ou des Corses. Une Europe "*dont la base est enracinée dans la proximité et les communautés nationales et qui renforce le supra-étatique, une Europe du petit et du grand, du local et du global* ". Ce schéma avance peu, mais il demeure pour Eaj-Pnb, le modèle progressiste à suivre et lui permet de demeurer à l'avant-garde de la construction européenne. " *Notre patrie est notre avenir et nous demeurons à son service* ".

Le rassemblement de Bilbao fut l'occasion de partager avec les militants ces analyses contrastées marquées par le souci de regarder la réalité en face et la nécessité d'ouvrir des voies d'avenir. A Donibane Lohitzun, Gaxuxa Elhorga-Dargains et Pako Arizmendi ont fait de même devant la stèle érigée en mémoire du Lehendakari Agirre.



Pako Arizmendi, président régional, à St Jean de Luz
Pako Arizmendi, herrialde presidentea, Donibane Lohitzunen



Aberri Eguna à St Jean de Luz, avec Pako Arizmendi et Gaxuxa Elhorga-Dargains, en présence de M. Irigoyen, maire de St Jean de Luz – Aberri Eguna Donibane Lohitzunen, Pako Arizmendi, Gaxuxa Elhorga-Dargains eta Irigoyen jaun auzapezarekin